

Désensabler le débat

Emile Ollivier

Volume 34, numéro 5 (203), octobre 1992

Le Québec des écrivains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31412ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ollivier, E. (1992). Désensabler le débat. *Liberté*, 34(5), 76–79.

ÉMILE OLLIVIER

DÉSENSABLER LE DÉBAT

Nous voilà à la veille d'un moment de vérité; il va falloir bientôt prendre position. Sur les offres fédérales? Sur la souveraineté du Québec? Quel que soit l'objet du référendum annoncé, le geste qu'on s'apprête à poser sera lourd de conséquences. Où se situe la réponse d'un membre de communauté immigrée, à la fois citoyen et écrivain?

La question de la souveraineté occupe le plus clair de l'agenda public au Québec. On a l'impression qu'elle mobilise, jusqu'à la lassitude, temps, énergie, salive et encre. À y regarder de près pourtant, ce débat se focalise sur un double volet:

- le problème de la vulnérabilité ou non d'un Québec francophone minoritaire au sein du Canada;
- la récupération par le Québec de tous les pouvoirs, définition pure et dure de la souveraineté.

Ainsi posé, le débat laisse dans l'ombre un troisième volet: le statut et le destin des communautés immigrées. Tout se passe comme si ce débat ne concernait que les Québécois d'ancienne ascendance. D'ailleurs, on a souvent tendance à reprocher à ces communautés de constituer l'un des éléments qui font obstacle à la souveraineté du Québec, traçant ainsi une frontière imaginaire entre les «Québécois authentiques» et les nouveaux venus.

À première vue, ce jugement semblerait fondé. Si on se base uniquement sur les résultats traditionnels des élec-

tions, on s'aperçoit que beaucoup d'immigrants devenus citoyens ont tendance à choisir le statu quo. Il faut cependant se rappeler que certains de ces citoyens ont été blessés dans leur propre pays d'origine par des luttes violentes autour de la question nationale. Même en ne tenant pas compte de ces expériences douloureuses, il faut se rappeler que les communautés immigrées au Québec n'ont pas connu la défaite des Plaines d'Abraham, n'ont pas participé aux luttes séculaires pour la survie d'une société francophone en Amérique du Nord, n'ont pas eu à régler des problèmes de préservation de l'identité québécoise. Bref, il y a, dans le contexte canadien, tout un passé de souffrances, de vexations et d'humiliations au quotidien auxquelles elles sont étrangères.

Cependant un pays ne peut se construire uniquement sur la mémoire, pas plus que sur l'oubli d'ailleurs. Derrière le flottement, l'hésitation de beaucoup de ressortissants des communautés immigrées au Québec, ce qui se profile, c'est la question de la redéfinition de la société québécoise. Plusieurs Québécois d'ancienne ascendance pensent que la société québécoise n'a pas besoin d'être redéfinie puisqu'elle véhicule des valeurs universelles démocratiques et modernes. Les immigrants n'ont qu'à s'assimiler purement et simplement à la société telle qu'elle est. Les tenants de cette position oublient que le Québec, à plusieurs reprises, a connu des phases de redéfinition. Nous en voulons pour preuve, sans remonter au déluge, la Révolution tranquille et la laïcisation qui s'en est suivi. Faut-il rappeler que, dans de tels moments, des intellectuels, des artistes, des écrivains, membres des communautés culturelles, ont été solidaires des Québécois, au nom du principe de l'autodétermination des peuples.

Entre temps, le monde a changé. Même si on assiste aujourd'hui, de partout, au réveil des nationalismes, on s'aperçoit dans le même temps que la notion d'autodétermination a évolué. Ne parle-t-on pas de la mondialisation

des marchés, en marge du protectionnisme? N'assiste-t-on pas à une recomposition des espaces géographiques, sociaux et politiques? Ne parle-t-on pas du devoir d'ingérence démocratique, du devoir d'assistance à des peuples en danger? Aucun pays ne peut plus s'enfermer à l'intérieur de ses frontières et la question du nationalisme pur et dur ne semble plus être de mise. Dans un tel contexte, le Québec est en reste d'une mise à jour de la notion même d'indépendance, dans un monde interdépendant. Le débat sur la souveraineté au Québec paraît se perdre dans des détours inextricables, comme si l'expression publique était en panne de projet pour une société à composantes multiples.

Dès lors, l'observateur impartial peut s'interroger. S'agit-il d'un spasme émotif, d'un geste symbolique qui relèverait à la limite d'une thérapie collective plutôt que d'un examen serein qui pèserait le pour ou le contre d'une option?

À ce stade du débat, quelle peut être la position de l'écrivain issu des communautés immigrées et participant à l'épanouissement de la littérature au Québec? Bien que sa tâche consiste fondamentalement à se déprendre de son siècle, à s'affranchir de l'empire des modes dominantes, à s'extirper de l'emprise du monde, il ne peut se réfugier dans le bleu indifférent du ciel de la littérature, en dehors du quotidien et de ses combats à ras du corps et des sens. Dans la perspective de l'échéance prochaine, du geste concret des urnes, il est confronté à une urgence de lucidité.

Le débat, à l'heure actuelle, souffre d'un triple déficit. D'abord, d'un déficit de mot. Faut-il parler d'indépendance, de souveraineté, de souveraineté-association, de fédéralisme renouvelé? Ensuite, d'un déficit d'interprétation. Qu'y a-t-il véritablement derrière les options en circulation? À écouter les leaders politiques, on a l'impression que les mots ne recouvrent pas le même contenu d'un parti à l'autre ni à l'intérieur d'un même parti. Enfin, d'un déficit de

sens, car au fond, de quoi s'agit-il? Du lien social, du vivre ensemble.

Dans une société où l'on voit apparaître, ici et là, des germes d'exclusion, à la fois dans les institutions et dans les mentalités, où les lieux de solidarité ont éclaté, où l'on fait face à une fragmentation et à une perte de sens non seulement dans les sphères de la vie quotidienne tels le travail, les loisirs pour ne s'en tenir qu'à ces exemples, mais aussi de la vie même, l'adhésion à telle ou telle option dépend du projet de société qui sera proposé. L'univers du politique est celui de la passion et des intérêts. Le rôle d'un écrivain appartenant à une communauté immigrée, le rôle de tout écrivain d'ailleurs, est de participer, avec lucidité, à un «désensablement» du débat.